

lundi 22 janvier 2007, 14h33

La guerre de l'eau est-elle pour bientôt ?



PARIS (Reuters) - Avec l'accroissement de la population et l'augmentation des besoins en eau, les tensions qui existent aujourd'hui dans certains pays risquent de s'aggraver et de l'avis général, une crise mondiale de l'eau semble inéluctable.

L'hydrogéologue français Jean Margat remet en cause cette vision "simpliste et trop générale" et préfère parler de crises de l'eau au pluriel.

"A l'échelle mondiale, il y a une telle diversité que l'on ne peut pas tout ramener à une sorte de jugement commun", explique le scientifique qui a travaillé comme consultant pour l'Unesco, la [Banque mondiale](#) ou les [Nations unies](#).

Les ressources en eau par pays varient ainsi de quelques millions de m³ à plusieurs milliards. La Sibérie, le [Canada](#) ou le Brésil, qui possède le plus grand fleuve du monde, sont riches en eau, tandis que la Libye ne possède pas un seul cours d'eau, même petit.

Les besoins en eau sont également extrêmement différents de pays à pays et varient de 100 m³/an à 5.000 m³/an par habitant.

"L'ensemble des ressources mondiales en eau s'élèvent à 43.000 milliards de m³ par an et l'humanité en utilise au total chaque année 4.000 milliards. Donc, si on réfléchit seulement en terme global, il n'y a pas de problème", souligne Jean Margat.

UN SIXIEME DE L'HUMANITE SANS L'EAU POTABLE

Il préfère donc mettre en exergue trois crises régionales, qui diffèrent dans leur nature et dans les pays qu'elles recouvrent.

Le manque d'accès à l'eau potable est aujourd'hui, selon Jean Margat, le problème le plus grave.

Selon les statistiques des [Nations unies](#), un milliard de personnes, soit un sixième de l'humanité, n'ont pas accès à l'eau potable. "Paradoxalement ce sont des pays qui sont souvent riches en eaux naturelles. Toute l'Afrique centrale est notamment dans ce cas", explique l'hydrogéologue.

Il ne s'agit donc pas d'un problème de manque de ressources mais de pauvreté et de sous-développement. Il concerne en majorité des pays se trouvant en [Afrique](#) et dans une moindre mesure en [Asie](#) et en Amérique du Sud et il risque de s'amplifier avec l'accroissement de la population.

"On a chiffré qu'il faudrait au moins 200 milliards de dollars par an pendant 20 ans pour arriver à ce que toute la population mondiale soit desservie en eau potable", explique Jean Margat. "Pour l'instant il y a eu beaucoup de discours, la prise de conscience s'est développée mais peu d'argent a été mis sur la table", souligne-t-il.

LES PAYS ARABES EN PREMIERE LIGNE

La deuxième crise identifiée par Margat concerne tous les pays dont la demande en eau est supérieure aux ressources disponibles, en gros les pays des zones arides et semi-arides, ce qui englobe pratiquement tous les pays arabes.

La ressource disponible par habitant y est inférieure à 500 m³/an, le critère communément admis pour parler de pénurie d'eau. "En 2050, pas loin du tiers de la population mondiale se trouvera en-dessous de cet indicateur", c'est-à-dire trois milliards de personnes, souligne Jean Margat.

La troisième crise, moins connue du grand public, concerne toutes les populations qui utilisent des ressources en eau peu ou pas du tout renouvelables.

Une grande partie de l'eau que nous utilisons est en effet renouvelée naturellement par le cycle de l'eau mais il existe également des réserves d'eau, stockés sous la terre, qualifiées de "fossiles" car elles ne se renouvellent que très peu.

L'Arabie saoudite, la Libye et l'Algérie exploitent à eux trois 80% de l'eau fossile utilisée dans le monde mais ces réserves vont arriver à épuisement dans seulement quelques dizaines d'années.

Un certain nombre de pays surexploitent par ailleurs leurs eaux souterraines, en tirant plus d'eau qu'il ne s'en reconstitue naturellement.

Le tarissement des réserves en eau "non durable" est un problème localisé qui concerne essentiellement des pays arabes de la zone aride.

QUELLES SOLUTIONS ?

Les crises étant multiples, il n'y a de solution unique.

Plusieurs pistes sont à l'étude notamment la réutilisation des eaux usées ou le dessalement de l'eau de mer. La moitié de l'eau utilisée par Malte provient ainsi du dessalement, explique Margat.

Des transferts d'eau ont été mis en place dans certains pays, notamment en Libye où des fleuves artificiels ont été construits. Mais à ce jour, il n'existe aucun transfert de pays à pays même si plusieurs projets ont été à l'étude, notamment celui d'un aqueduc entre la France et l'Espagne.

Le recours croissant à l'eau "virtuelle" pourrait également constituer une solution. Il s'agit d'un concept inventé par l'économiste anglais Tony Allan qui consiste à évaluer la quantité d'eau qui a été nécessaire pour produire un bien alimentaire. On considère que l'eau, consommée par le pays exportateur, a été économisée par le pays importateur. Ainsi au lieu d'irriguer pour produire du blé, certains pays peuvent à la place l'importer. "Il s'agit d'un moyen indirect de partager l'eau dans le monde par le commerce", explique Jean Margat.